

## « Congrès AFSP Paris 2013 »

### ST 27, « Le nouveau Front national en question »

Sylvain Crépon, chercheur rattaché au Sopiapol, Université Paris Ouest Nanterre,  
screpon@hotmail.com

#### Le Front national au prisme de la question des mœurs<sup>1</sup>

Dans son discours prononcé à la fête de Jeanne d'Arc le 1<sup>er</sup> mai 2011, Marine Le Pen, fraîchement élue présidente du Front national, s'exclame sous les acclamations : « Qu'on soit homme ou femme, hétérosexuel ou homosexuel, chrétien, juif, musulman ou non croyant, on est d'abord Français ! » Cette phrase, qui exprime au premier abord un plébiscite des valeurs républicaines stipulant que la République ne reconnaît aucun particularisme mais des citoyens égaux envisagés au-delà de leurs spécificités, n'a pas manqué de soulever de nombreuses interrogations abondamment relayées dans les médias. Devait-on y voir une inflexion de la nouvelle présidente du Front national vers les valeurs républicaines, ou bien un ralliement de façade, le fond idéologique du parti frontiste demeurant dans une logique nationaliste par essence hostile à toute forme d'altérité ? Ce discours s'est avéré d'autant plus adroit qu'il s'incère dans un contexte intellectuel où les débats portent, à gauche comme à droite, sur l'opportunité de s'engager, ou non, vers une forme instituée de reconnaissance des spécificités tant culturelles que religieuses aux minorités.

Il reste que ce discours donnait l'occasion à Marine Le Pen de présenter un positionnement atypique vis-à-vis de la ligne idéologique traditionnelle de son parti, notamment celle de son père, à la fois anti-égalitariste et nationaliste, foncièrement hostile à l'intégration des minorités ethniques, religieuses, voire sexuelles dans la nation. Mieux, elle pouvait même apparaître comme le défenseur d'une orthodoxie républicaine, un rempart face à ce qui était présenté comme une atomisation communautaire menaçant l'unité nationale.

En effet, plusieurs des catégories de population, mentionnées dans cette déclaration du 1<sup>er</sup> mai comme éléments légitimes de la nation française, ont bien souvent été la cible des diatribes de l'ancien président frontiste. Soit que leur attachement et leur rattachement à la communauté nationale étaient mis en suspicion (les étrangers non-européens, les musulmans et les juifs), soit que leur sexe les renvoyait à un rang inférieur (les femmes), soit encore que leur orientation sexuelle « déviante » se voyait présentée comme une menace pour l'ordre de la loi naturelle (les homosexuels). Cette rupture avec la ligne idéologique de Jean-Marie Le Pen constitue le socle de ce que l'on a appelé la « dédramatisation », ou encore la « normalisation », les « provocations » de l'ancien président FN ayant, selon sa fille, contribué à mettre le Front national au ban du jeu politique.

---

<sup>1</sup> Cette communication est une version revue et corrigée du chapitre 5 de mon ouvrage : *Enquête au cœur du Nouveau Front national*, Paris, Nouveau monde éditions, 2011.

Afin de préciser le sens de cette déclaration demeurée fameuse, il peut être opportun de la mettre en perspective avec d'autres déclarations. Par exemple le 10 décembre 2010, alors qu'elle se trouve à Lyon en pleine campagne interne pour la présidence du FN, Marine Le Pen ne se contente pas de comparer les musulmans qui prient dans la rue à une véritable « armée d'occupation » devant un parterre de militants locaux. Elle prétend prendre la défense de ceux ou celles qui subiraient, selon elle, la loi du machisme, de l'antisémitisme, voire de l'homophobie dans certains quartiers où vivrait une importante population d'origine immigrée : « J'entends de plus en plus de témoignages sur le fait que dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, ni homosexuel, ni juif, ni même français ou blanc ».

De façon implicite mais très évidente, la future présidente du FN désigne une population, les personnes issues de l'immigration musulmane, qu'elle rend responsable des persécutions, intimidations, humiliations, agressions subies par les femmes, les homosexuels, les juifs, les français et plus globalement les blancs dans certains quartiers. Victimes de violences antisémites, racistes, sexistes, homophobes de la part du même « ennemi », de surcroît dans des quartiers jugés « occupés » par ces nouveaux barbares, ces populations sont regroupées de fait dans un même « camp », celui des authentiques citoyens attachés aux valeurs démocratiques et progressistes, les seuls qui soient dignes d'être rattachés à la communauté nationale. Ainsi, certaines minorités autrefois jugées indignes de figurer au rang d'authentiques nationaux se voient-elles désormais désignés, en vertu de ce nouveau statut de victime de l'islam, comme de véritables français.

Cette conversion « philosémite », « féministe » et « homophile » a de quoi surprendre lorsque l'on connaît les idées traditionnellement véhiculées en la matière au sein des partis d'extrême droite, et notamment au sein du Front national. Elle fait adroitement écho à la forte médiatisation d'événements qui ont marqué la décennie 2 000, touchant les cités des agglomérations périurbaines pauvres où se concentrent des populations d'origine immigrée. On peut citer les agressions à l'encontre de membres de la communauté juive qui ont eu lieu dans le contexte de la seconde intifada, les viols collectifs, qualifiés de « tournantes », ou encore des actes homophobes. Dans tous ces cas de figure, ce sont bien souvent des jeunes d'origine maghrébine qui ont été désignés comme auteurs de ces agressions et de fait mis à l'index. D'où de nombreux débats au sein des médias et de la communauté des chercheurs afin d'établir si un lien de cause à effet pouvait être établi, ou pas, entre ces agressions et la culture musulmane soit disant traditionaliste, patriarcale et homophobe de leurs supposés auteurs<sup>2</sup>.

### **L'éternel féminin de l'extrême droite**

Les mouvements d'extrême droite ont traditionnellement cantonné la femme dans un rôle de mère de famille, sa fonction reproductrice devant permettant au corps national de se régénérer<sup>3</sup>. Les mouvements d'extrême droite se sont toujours attachés à reléguer les femmes dans la sphère privée du foyer, le pouvoir, qui s'exerce dans l'espace public, revenant « naturellement » aux hommes. Une vision qui s'inscrit parfaitement dans l'ordre de la « loi naturelle » défendue par l'extrême droite traditionnelle. On aurait bien entendu tort de croire que cette relégation hors de l'espace public est le propre des mouvements d'extrême droite. Il

<sup>2</sup> Sur l'antisémitisme et l'islamophobie, on se référera, entre autres, à : P.-A. Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et une nuits, 2002 ; V. Geisser, *La nouvelle islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003. Sur le phénomène des tournantes : Samira Bellil, *Dans l'enfer des tournantes*, Paris, Denoël, 2002 ; L. Mucchielli, *Le scandale des tournantes*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>3</sup> F. Thébaud, « Maternité et famille entre les deux guerres : idéologies et politiques familiales », in R. Thalmann (dir.), *Femmes et fascisme*, Paris, Ed. Tierce, 1986, p. 85.

faut se garder du travers qui consisterait à faire du FN le bouc émissaire des travers sexistes de la société. De nombreux travaux ont ainsi montré que cette tendance à reléguer les femmes hors du champ politique<sup>4</sup>, ou, lorsqu'elles y sont admises, de les cantonner à des tâches subalternes<sup>5</sup>, est le propre de la plupart des mouvements politiques, et pas seulement ceux d'inspiration conservatrice<sup>6</sup>. La particularité des mouvements d'extrême droite consiste en fait à conjuguer sexisme et nationalisme. En assignant aux femmes un rôle procréateur, ces mouvements s'inscrivent dans un projet nationaliste qui veut que la femme permette la perpétuation du corps national en mettant au monde des-garçons susceptibles de le défendre par les armes<sup>7</sup>. C'est ainsi que Jean-Marie Le Pen déclarait à propos des femmes en 1996 au journal *Le Parisien* qu'il est « ridicule de penser que leur corps leur appartient, il appartient au moins autant à la nature et à la nation »<sup>8</sup>.

Si le projet présidentiel de Marine Le Pen contient une rubrique « famille », il ne contient rien qui concerne spécifiquement les femmes ou le droit des femmes. Encore aujourd'hui, ce qui touche au sexe féminin reste indissociable de la question de la famille. Fidèle donc aux valeurs conservatrices de l'extrême droite, la politique de la famille telle qu'elle est envisagée par le FN continue de rimer avec la notion d'identité nationale : « Une politique familiale volontariste est un des premiers gages de la solidarité nationale et de la préservation de notre identité nationale »<sup>9</sup>. Cet élément se donne à voir par exemple au niveau de la politique nataliste. Le projet présidentiel indique en ce sens que le taux de fécondité en France, qui est de 2,02 enfants par femme et que l'Europe entière nous envie, ne tient en fait compte que des femmes qui accouchent en France et non des femmes ayant la nationalité française. Recalculé à partir de cette seconde variable, le taux de fécondité tomberait ainsi à 1,8 enfant par femme.

Ce second mode de calcul, qui selon les « statisticiens » frontistes devrait être retenu, ne tient donc pas compte du principe du droit du sol qui fait de tout enfant né en France de parents étrangers et qui y grandit jusqu'à sa majorité un Français. Ne retenant à dessein que les enfants désignés comme français en vertu du droit du sang, il évacue ainsi les éléments considérés comme « inassimilables ». La politique démographique doit en ce sens s'instituer à travers ce principe ethnique de la nationalité.

Il est indéniable que le projet présidentiel de Marine Le Pen contient des changements tangibles par rapport aux programmes antérieurs du Front national. Cela se donne à voir tout d'abord au niveau de l'attribution des allocations familiales. Alors que les *300 mesures*, programme frontiste des années 1990, mettait en exergue le « choix pour la mère de famille de se consacrer à plein temps à l'éducation de ses enfants »<sup>10</sup>, celui de 2012 stipule qu'un revenu parental permettrait « aux mères ou aux pères de choisir librement entre l'exercice d'une activité professionnelle et l'éducation de leurs enfants »<sup>11</sup>. Ce revenu parental n'est donc plus exclusivement réservé aux femmes, mais à l'un des deux membres du couple qui le souhaite, ce qui correspond *grosso modo* au congé parental actuel.

<sup>4</sup> C. Achin, S. Lévêque, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2006, p. 29.

<sup>5</sup> L. Bargel, « La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3, 2005, p. 36-49.

<sup>6</sup> O. Filleul, Patricia Roux, *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Science Po, 2009, p. 13.

<sup>7</sup> M. Bordeaux, « Femmes hors de l'Etat français. 1940-1944 », in R. Thalmann (dir.), *Femmes et fascisme*, op. cit., p. 138.

<sup>8</sup> Cité dans le *Dictionnaire de l'extrême droite* (sous la dir. d'Erwan Lecœur), Paris, Larousse, 2007, p. 142.

<sup>9</sup> <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/avenir-de-la-nation/famille/>

<sup>10</sup> *300 mesures pour la renaissance de la France*, op. cit., p. 59 (c'est moi qui souligne).

<sup>11</sup> *Ibid.* (c'est moi qui souligne).

On aura beau trouver cette déclaration purement formelle et opportuniste, il n'en demeure pas moins que ce souci de coller aux évolutions sociales contemporaines qui voit l'égalité entre femmes et hommes de mieux en mieux acceptée dans les consciences, en dépit de la perpétuation de nombreuses inégalités, marque un certain changement au sein du parti frontiste.

### **Polémiques autour de l'avortement**

J'ai déjà établi dans des travaux précédents que les jeunes militants des années 1990 et du début des années 2000 considéraient certaines avancées sur le droit des femmes (accès à l'emploi, accès à la contraception, droit à l'avortement) comme des acquis qu'il n'était pas question de remettre en cause<sup>12</sup>. A titre d'exemple, Louis Aliot m'a raconté, non sans malice, que dans les années 1990 le président du FNJ Samuel Maréchal avait fait distribuer des préservatifs lors d'une université d'été, initiative qui n'avait pas été sans scandaliser les catholiques traditionalistes, mais avait, au final, beaucoup amusé les jeunes<sup>13</sup>.

Cette évolution signifie, quoi que l'on en pense, l'intégration, certes partielle, d'un principe d'égalité entre les sexes au sein de la sphère frontiste. Des travaux comme ceux de Françoise Héritier ou de Margaret Maruani ont bien montré que la question de la domination masculine reste inextricablement liée à celle de la fécondité des femmes<sup>14</sup>. Les techniques de contrôle des naissances deviennent en ce sens autant d'outils devant permettre aux femmes de s'émanciper de la tutelle masculine en leur donnant la possibilité de contrôler leur fécondité et donc leur destin<sup>15</sup>. D'où l'acharnement des mouvements conservateurs à vouloir limiter l'accès à la contraception et surtout à l'avortement. C'est ainsi que le comportement malthusien a toujours été perçu par les mouvements d'extrême droite comme l'un des principaux leviers d'une décadence tant morale que politique, le reflet d'un l'individualisme égalitaire hédoniste portant les valeurs de 1789 dans ce qu'elles ont de plus pernicieuses<sup>16</sup>.

En ce qui concerne l'avortement, il est significatif qu'aucun des dirigeants ou militants frontistes que j'ai rencontrés lors de mes dernières enquêtes ne m'a affirmé vouloir remettre en cause la loi Veil, quand bien même ils souhaitent mettre en cause le remboursement des avortements dits de « confort », comme l'avait exprimé Louis Aliot le 30 janvier 2012 lors de l'émission Mots croisés. Même ceux qui se déclarent par principe opposés à l'avortement, essentiellement au nom de convictions religieuses<sup>17</sup>, conviennent qu'il serait aujourd'hui utopique de vouloir abroger cette loi, pour des raisons tant éthiques que pratiques, en dépit d'un embarras palpable dès lors qu'ils abordent la question. Leur posture, quelque peu contradictoire, consiste à se déclarer opposé par principe à l'IVG tout en affirmant ne pas vouloir remettre en cause sa légalisation. C'est notamment le cas de Nicolas Bay, le responsable de la communication politique au FN.

Enfin, Marine a dépoussiéré un peu le discours du Front sur ces questions là, euh... en réaffirmant à la fois des principes, mais en évitant la stigmatisation inutile, en évitant... comment dire, le euh... voilà, les positions moralistes qui peuvent avoir légitimement leur place en matière

<sup>12</sup> S. Crépon, *La nouvelle extrême droite*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 244-253.

<sup>13</sup> Entretien réalisé le 31 mai 2011.

<sup>14</sup> F. Héritier, *Masculin / Féminin. La pensée de la différence*, Paris, Odile Jacob, 1996 ; M. Maruani, *Les syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 1979, p. 253.

<sup>15</sup> F. Héritier, *Masculin / Féminin II. Dissoudre la hiérarchie*, Paris, Odile Jacob, 2002.

<sup>16</sup> F. Thébaud, « Maternité et famille entre les deux guerres : idéologies et politiques familiales », in R. Thalmann, *Femmes et fascisme, op. cit.*, p. 89.

<sup>17</sup> A l'exception notable des catholiques traditionalistes proches de Gollnisch, ce dernier n'ayant de cesse de dénoncer à propos de l'avortement « une culture de la mort ».

religieuse, mais pas en matière politique. Parce que sur l'avortement par exemple, alors en interne c'était un grand débat, parce que certains l'accusaient d'être pour l'avortement, alors que bon, la position du Front est restée à peu près ce qu'elle a toujours été sur ce sujet là, c'est-à-dire que l'avortement c'est une mauvaise chose, maintenant comment faire pour qu'il y en ait le moins possible. C'est ça le vrai sujet. Je pense qu'il n'y a aucune femme qui est heureuse d'avorter, voilà. D'ailleurs le discours pro-avortement des années 70-80 aujourd'hui est complètement ringardisé aussi, parce que c'est des discours poussant à l'avortement comme si c'était un progrès, alors que c'est évidemment, en toute hypothèse, c'est toujours un mal. Je ne pense pas que ça aille dans le sens du progrès.

En revendiquant « Le libre choix pour les femmes (...) de ne pas avorter », le programme du FN sous-entend l'existence d'une forme supposée d'injonction à avorter de la part des féministes, qu'il s'agirait par conséquent de contrer. Il reprend ce faisant à son compte, en la retournant, la rhétorique libérale des partisans de la loi Veil. C'est également ce qu'indique Nicolas Bay lorsqu'il évoque les discours « poussant à l'avortement ». Conscient qu'il est contre-productif de vouloir aujourd'hui restreindre les libertés, surtout en matière de mœurs, le FN déploie beaucoup d'efforts pour se présenter sous un jour libéral et non plus autoritaire et liberticide, sans pour autant rompre totalement avec ses fondamentaux. L'argumentaire, sans doute plus audible par l'opinion publique, propose en ce sens de favoriser « l'adoption prénatale » afin de limiter le nombre d'avortements, sans pour autant l'interdire. C'est ce qu'exprime le jeune Antoine Melliès, jeune étudiant catholique pratiquant comme son aîné Nicolas Bay.

Après, la laïcité c'est sur la question par exemple de l'éthique, la question de l'avortement que Marine Le Pen avait abordé, que je trouve réaliste. Même si moi je suis vraiment euh... je ne suis pas du tout pour l'avortement euh... il s'avère qu'en politique, si on regarde Maurras, c'est l'art des possibilités, comment on fait euh... Supprimer la loi Veil c'est pas possible, c'est une catastrophe, ça va entraîner des femmes en détresse à faire n'importe quoi, à partir en Espagne. Alors que ce que dit Marine, c'est : laissons la loi Veil, mais nous pouvons faire une promotion du respect de la vie par le biais des associations, par le biais du soutien aux femmes au foyer qui n'ont pas les moyens d'élever leurs gamins... Voilà ça, c'est une idée concrète qui peut permettre d'éviter de tuer un certain nombre d'enfants<sup>18</sup>.

Il reste que l'immense majorité des adhérentes que j'ai interviewées, de même que les militants issus de la gauche, comme ceux du Pas-de-Calais, ou encore les militants ayant adhéré dans le sillage de l'ascension de Marine Le Pen au sein du parti, ne remettent pas en cause l'avortement, loin de là. Cette question leur semble un débat d'arrière garde, et tous mettent en avant la liberté individuelle pour justifier ce droit manifestement pour eux inaliénable.

C'est le cas notamment de Stéphanie Koca, vingt-deux ans, étudiante en deuxième année de droit et conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais qui se définit comme catholique non pratiquante. Elle a grandi dans un milieu plutôt libéral, même si ses parents se sont mis à voter FN avant qu'elle-même ne devienne militante. Habitants d'une zone pavillonnaire en Seine-Saint-Denis à proximité d'une cité réputée « sensible », ils ont rallié les idées frontistes en raison d'un climat d'insécurité dont ils imputaient la responsabilité aux personnes issues de l'immigration. En ce qui concerne l'avortement, la jeune conseillère régionale est catégorique : elle est pour.

Evidemment, le droit des femmes je me reconnais quand même un peu, c'est normal.

Question. Par rapport à l'avortement ?

---

<sup>18</sup> Entretien réalisé le 24 août 2011.

SK. Alors je ne suis pas du tout contre l'avortement. Je pense que maintenant il y a beaucoup de moyens de contraception. Si ça arrive qu'on ne puisse pas garder un enfant, il vaut mieux avorter plutôt que l'enfant soit malheureux. Donc je pense aussi que c'était bien que Marine Le Pen éclaircisse ce point qui est quand même resté un point d'interrogation pour beaucoup de français. Parce que Jean-Marie Le Pen disait qu'il était contre. Mais pour ma part, maintenant je pense que c'est impossible d'être opposé à l'avortement<sup>19</sup>.

Ce type de prises de positions s'inscrit dans un contexte général qui voit la liberté des mœurs de plus en plus ancrée dans les consciences en France avec notamment l'accroissement des unions libres, la généralisation de la contraception, la moindre prégnance de l'institution du mariage, l'augmentation du nombre de divorces, etc.<sup>20</sup> Au point que les dirigeants du parti qui incarnait, il y a encore une quinzaine d'années, l'archétype du conservatisme moral n'ont pas d'autre choix que de s'y adapter sous peine de se couper de la nouvelle génération militante, celle de Stéphanie Koca, pour laquelle cette évolution des mœurs va désormais de soi et qui ne se reconnaîtrait pas dans un FN « *pro-life* ». Doit-on en conclure pour autant que le Front national serait désormais définitivement converti au féminisme ? Beaucoup de frontistes en tout cas le croient mais leur conception du féminisme reste bien entendu très spécifique.

### **Le féminisme du nouveau lepénisme**

Quand on les questionne sur leur rapport à l'égalité femmes/hommes, les militants FN oscillent entre deux discours pour le moins contradictoires. Prenant tout d'abord pour acquises les avancées en la matière, ils assurent ne pas remettre en cause, comme indiqué précédemment, le droit à la contraception ou à l'avortement, le travail des femmes, leur accès à des responsabilités politiques ou économiques. Et quel meilleur exemple à mettre en avant que leur présidente, emblématique de la femme politique moderne ! D'ailleurs, la plupart des femmes que j'ai rencontrées au FN bénéficient largement de ces avancées dans leur vie quotidienne. Certaines m'ont ainsi confié avoir pris l'initiative de divorcer, de vivre désormais dans une famille recomposée, d'avoir utilisé des contraceptifs sans l'avis de leurs parents lorsqu'elles étaient mineures, d'avoir soutenu des amies lorsque celles-ci ont décidé d'avoir recours à une IVG, d'avoir des ambitions professionnelles et/ou politiques sans que leur entourage masculin considère cela comme forcément incongru, etc. Beaucoup de frontistes m'ont également assuré que certaines choses restaient à améliorer, en mentionnant par exemple la persistance des écarts de salaires entre femmes et hommes.

Pour autant, la plupart des membres du Front national n'ont cessé de ringardiser les associations féministes et leur activisme « hystérique », reprenant en ce sens les poncifs des discours sexistes. S'ensuit à leurs yeux une dissociation entre l'amélioration des conditions de la femme dans la société et les luttes féministes qui les ont rendues possibles. Plus exactement, les avancées des droits des femmes ne sont pas envisagées du point de vue du combat politique, mais davantage comme le propre la culture occidentale « judéo-chrétienne ». On retrouve à ce niveau le discours concernant la laïcité envisagée comme une émanation d'éléments chrétiens sécularisés et non comme le résultat de luttes politiques face au camp religieux. L'amélioration de l'égalité entre les sexes apparaît en ce sens comme une évolution quasi naturelle des sociétés européennes occidentales dont le fond chrétien contiendrait les germes des valeurs démocratiques, et non comme le résultat des luttes féministes face à l'opposition des milieux conservateurs et réactionnaires pour faire avancer leurs revendications.

<sup>19</sup> Entretien réalisé le 11 septembre 2011.

<sup>20</sup> N. Bajos, M. Bozon (dir.), *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé*, Paris, La Découverte, 2008, p. 581.

Cette inscription du féminisme dans la culture occidentale, voire nationale, participe par ailleurs au sentiment de rejet à l'égard des musulmans dont la culture, perçue comme ontologiquement archaïque et patriarcale, serait dépourvue de telles potentialités progressistes, et par conséquent incompatible avec la nôtre<sup>21</sup>. Certes, l'enquête réalisée par Brouard et Tiberj en 2005 montre que les Français issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque sont davantage réfractaires à la « permissivité sexuelle » que les Français dans leur ensemble. Ainsi, 32% d'entre eux considèrent-ils que les femmes ne doivent pas avoir de rapports sexuels avant le mariage contre 8% pour le reste de la population<sup>22</sup>. Leur enquête indique également que les jeunes hommes de 18 à 24 ans issus de l'immigration maghrébine, africaine et turque sont bien moins « permissifs » que leurs homologues féminins du même âge (respectivement 27% et 42%) et que par ailleurs « le fait d'être de confession musulmane est très souvent associé à un conservatisme face aux conduites sexuelles »<sup>23</sup>. Vivre dans un espace de relégation tant social qu'ethnique risque donc indéniablement d'accroître le risque de confrontation à des comportements sexistes de la part de certains jeunes hommes issus de l'immigration.

Brouard et Tiberj précisent toutefois que la tolérance en matière de conduites sexuelles chez cette population issue de l'immigration augmente avec l'âge ainsi qu'avec le niveau de diplôme et le degré d'insertion professionnelle. Une constatation qui montre qu'il ne saurait être question d'un déterminisme culturel en la matière, l'acquisition des valeurs libérales se faisant au fur et à mesure de l'intégration sociale. Les auteurs de l'étude rappellent à ce titre que les Français non issus de l'immigration n'ont que très récemment intégré ces mêmes valeurs libérales. Je reprendrai ce point à propos de l'homosexualité. La représentation archaïque des populations de culture musulmane véhiculée par les frontistes dresse en ce sens une barrière symbolique infranchissable entre le Même, qui incarne la démocratie, notamment dans sa dimension sexuelle, et l'Autre qui en serait le miroir inversé et à ce titre associé à l'oppression des femmes sous toutes ses formes : polygamie, viol, mariage forcé, etc. Une position qui permet de justifier le rejet de l'Autre au nom de la liberté en matière sexuelle<sup>24</sup>.

C'est ce type de représentation « culturaliste » qu'assène Stéphane Ravier, futur candidat frontiste à la mairie de Marseille, lorsqu'il indique que les « vagues migratoires venues d'Europe » dont sa mère, née en Italie, a fait partie, se sont parfaitement intégrées étant donné qu'en plus d'avoir appris la langue française, elles « avaient la même conception, peu ou prou, de la place de la femme dans la société, la même religion »<sup>25</sup>. Ce qui est ici sous-entendu, c'est que l'islam ne partageant pas cette conception de « la place de la femme dans la société » en vertu d'une culture patriarcale rétrograde, les musulmans seraient, de fait, inassimilables. Encore une fois, l'explication est ici moins politique que culturelle : l'islam serait ontologiquement incompatible avec les valeurs démocratiques à commencer par les droits des femmes. Ce discours, qui établit un lien de cause à effet entre valeurs démocratiques et culture nationale et/ou chrétienne, est tenu à l'envi par les militants frontistes.

---

<sup>21</sup> On pourrait à ce titre préciser que les groupements féministes des pays musulmans (ils existent\*) sont confrontés à la même opposition de la part des institutions et des forces conservatrices qui empêchent leur éclosion et leur développement que dans les pays occidentaux, certes dans un degré moindre. Une manière de rappeler que les acquis en la matière s'obtiennent toujours par des luttes et non par une évolution sociale et culturelle « naturelle », et ce quelque soit le pays ou la culture concernés. (\*) C. Sarret, « Renouveau du féminisme au Sud. Victoires éparses sur une oppression persistante », *Le Monde diplomatique*, Janvier 2011, p. 18

<sup>22</sup> S. Brouard, V. Tiberj, *Français comme les autres ?*, Paris, Presses de Science Po, 2005, p. 87.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 87-88.

<sup>24</sup> E. Fassin, « La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations », art. cit., p. 126.

<sup>25</sup> Entretien réalisé le 30 septembre 2011.

C'est le cas d'Odile (j'ai changé son prénom pour des raisons d'anonymat), la trentaine, célibataire sans enfants, commerciale dans une banque à Marseille, issue d'un milieu favorisé et quelque peu traditionnel, avec un père chef d'entreprise et une mère au foyer, tous deux acquis depuis longtemps aux idées du FN, sa mère ayant même soutenu en 1965 la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour. Catholique pratiquante occasionnelle, Odile m'a confié avoir suivi, enfant, le catéchisme traditionaliste, même si elle n'allait pas à la messe tous les dimanches. Elle a soutenu Marine Le Pen lors de la campagne interne en raison de son « charisme » et de sa volonté de « dépoussiérer » le parti, tout en admirant profondément Bruno Gollnisch.

Question : Et sur tout ce qui est égalité homme/femme, contraception, avortement, etc. ?

Odile : Ah ben heureusement qu'elle [Marine Le Pen] ne dit pas que l'avortement c'est génial parce que ce n'est pas le cas. Mais je pense que euh... oui sur légalité homme/femme, bien sûr que c'est important. Ça fait encore une fois partie des valeurs françaises. Moi personnellement, je trouve ça très important. Après ce qui est bien c'est qu'il ne faut pas qu'elle tombe dans le féminisme genre euh... je ne sais pas euh... genre : « Ni putes ni soumises », voilà. Il faut être féministe intelligent. Après euh... Isabelle (sic) Badinter a reconnu elle-même ce qu'elle faisait sur la laïcité, voilà. Ça aussi c'est du féminisme, mais c'est du féminisme intelligent. Ce n'est pas du féminisme euh... "Ouais, moi je suis une femme !" euh... non !<sup>26</sup>

Tandis que les historiens du Front national voient le féminisme, et d'une manière générale la plupart des idées progressistes, comme une rupture avec les valeurs françaises traditionnelles, les nouvelles générations frontistes font le raisonnement inverse. Elles inscrivent ces valeurs progressistes, et donc le féminisme, dans l'héritage de la culture française et européenne. Ce faisant, elles ne tiennent aucun compte des combats proprement politiques qui ont permis leur émergence et leurs avancées, quand bien même elles en bénéficient dans leur vie quotidienne. Ce raisonnement veut que la politique soit le fruit de la culture traditionnelle et non d'un effort conscient pour corriger, par la contrainte, les formes inégalitaires de la culture.

Les acquis démocratiques seraient en ce sens uniquement menacés par la culture des musulmans, par essence traditionnelle et conservatrice, et non par les formes traditionnelles de la culture française, ou européenne, perçues comme étant à l'origine du processus démocratique. L'égalitarisme est ici dépossédé de sa dimension universelle puisqu'il ne saurait s'appliquer à toutes les cultures. Lutter pour davantage d'égalité entre les sexes revient donc à se séparer de cette population jugée inassimilable et non à prolonger les luttes féministes, à les étendre à toutes les sphères de la vie sociale. On est face ici à une vision ethnocentrique qui s'inscrit en outre dans une forme de déterminisme culturel. On retrouve à ce niveau l'empreinte du différentialisme culturel issu de la Nouvelle droite qui postule une irréductibilité et donc une incompatibilité entre les cultures différentes, aboutissant à un rejet de toute forme de-métissage.

C'est donc cette obsession identitaire, tant traditionaliste que xénophobe, qui maintient le Front national dans une position ambivalente vis-à-vis de la question de l'égalité entre les sexes. Si elle lui permet d'en épouser certains acquis, elle le cantonne à une totale passivité, les progrès dans ce domaine étant, sous cet angle, non le fruit de luttes politiques, mais celui

---

<sup>26</sup> Entretien réalisé le 3 octobre 2011. Il est intéressant que l'association féministe décriée par Odile, « Ni putes ni soumises », soit justement celle qui décida de lancer en 2003 un combat dans les quartiers populaires dans lesquels, estimaient leurs instigatrices, les associations féministes traditionnelles ne pénétraient pas, abandonnant ainsi leurs habitantes au sexisme ambiant. Pour plus de précision sur la controverse suscitée par cette association jugée par certaines féministes stigmatisante à l'encontre des jeunes d'origine maghrébine, voir, entre autres documents, le témoignage de Souad Gojif : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/209005-pourquoi-je-deteste-le-mouvement-ni-putes-ni-soumises.html>



d'une évolution « naturelle » de la culture. Il n'est pas sûr qu'il se dissocie à ce niveau des autres mouvements conservateurs de droite.

L'autre dimension qui a trait à l'égalité sexuelle concerne le rapport à l'homosexualité. C'est sans doute à ce niveau que le renouveau dans les discours est le plus flagrant. En effet, si jusqu'à la fin des années 2 000, aucun des jeunes militants frontistes que j'avais rencontrés ne s'était aventuré à prendre la défense des homosexuels, la plupart des responsables ou des militants que j'ai interviewés lors de mon enquête menée en 2011 ont tenu des propos plutôt tolérants sur cette question. A titre indicatif, le programme du Front national indique ne pas vouloir supprimer le Pacte civil de solidarité (Pacs), ni même le modifier dans un sens plus contraignant. Doit-on en conclure que le parti lepéniste serait depuis deux ans en plein dans un tournant libéral en matière de mœurs en prenant la défense des droits des homosexuels ?

### **La question homosexuelle au Front national**

Dans leur ouvrage sur les numéros deux du Front national, Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard ont recueilli des témoignages saisissants permettant de mieux cerner le rapport entretenu par Jean-Marie Le Pen à l'homosexualité<sup>27</sup>. Tandis que ce dernier s'accommode assez bien de la présence d'homosexuels dans son entourage, il n'aime rien moins que ces derniers affichent leur orientation sexuelle en public. Cette tolérance toute relative en matière de mœurs n'en cohabite pas moins avec une verve violemment homophobe. Ainsi, lors de sa première intervention à l'émission L'Heure de vérité sur Antenne 2 le 13 février 1984, et alors que le FN est en pleine ascension électorale, il déclare par exemple que « l'homosexualité n'est pas un délit, mais constitue une anomalie biologique et sociale ». Et d'ajouter par ailleurs que « l'activisme homosexuel fait peser une menace mortelle sur notre civilisation », voire même que l'homosexualité « nous conduit, si elle se développe, à la disparition du monde ».

Lors de son discours prononcé à l'université d'été du Front national en 1995, le chef frontiste lance à l'assistance : « Je confesse qu'il doit y avoir des homosexuels au FN, mais il n'y a pas de folles. Les folles, on les envoie se faire voir ailleurs ». Une déclaration prononcée quelques jours seulement après le décès, dans des circonstances troubles, de Jean-Claude Poulet-Dachary, adjoint du maire Front national de Toulon Jean-Marie Le Chevallier, dont la presse vient de révéler l'homosexualité « tapageuse »<sup>28</sup>.

Près de dix ans plus tard, alors que sa fille dirige sa campagne présidentielle et s'efforce de mettre en place la fameuse dédramatisation, Jean-Marie Le Pen semble avoir mis de l'eau dans son vin vis-à-vis de l'homosexualité. Il déclare ainsi le 21 décembre 2006, lors d'une interview sur BFM, ne pas souhaiter interdire le Pacs, bien que son abrogation figure dans le programme de son parti. Mais quelques mois plus tard, le 20 février 2007, en pleine réunion de campagne devant des chasseurs, sa verve virile et ses blagues de mauvais goût reprennent le dessus : « Dans le Marais de Paris, on peut chasser le chapon sans date d'ouverture ou de fermeture, mais dans le marais de Picardie, on ne peut chasser le canard en février ».

Beaucoup de dirigeants et de militants expriment en ce sens une certaine empathie à l'égard de cette population dont ils assurent qu'elle subirait l'agressivité homophobe des musulmans de certains quartiers populaires. Ce qui expliquerait, selon eux, que beaucoup d'homosexuels

<sup>27</sup> N. Lebourg, J. Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du FN*, Paris, Nouveau monde, 2012, p. 369-374.

<sup>28</sup> Voir par exemple ce portrait dressé dans Libération : <http://www.liberation.fr/france/0101151775-les-jours-et-les-nuits-de-poulet-dachary-l-adjoint-du-maire-fn-de-toulon-aurait-ete-victime-d-un-homicide>

auraient rejoint le FN ces dernières années. C'est, en tout cas, ce qu'a tenu à m'expliquer Louis Aliot, à l'époque où il était encore le numéro deux du parti, en charge du projet.

Question : J'ai interviewé des homosexuels qui ont rejoint le Front national.

Louis Aliot : Ah oui, mais il y en a hein. Beaucoup même.

Q. : Et ça, c'est quand même quelque chose qui me surprend.

LA. Ils souffrent. Ils souffrent ces gens hein. Dans les banlieues euh... ils sont montrés du doigt, ils sont euh... c'est dur de euh... J'en connais beaucoup qui vivent ça vraiment comme une ségrégation quelque part dans certains quartiers.

Q. C'est le discours de Marine qui... ?

LA. Oui, oui. Mais qui est basé sur des réalités hein ! C'est des gens qu'on a vus, qui sont venus nous dire : "Voilà comment ça se passe en banlieue".

Q. Et donc, ce ralliement, pour vous, se fait sur la base de problèmes dans les banlieues ?

LA. Ah oui, qui sont liés à l'intégrisme musulman, quoi qu'on puisse en dire hein. Mais il ne faut pas en faire non plus une question centrale.

Le Front national érigé en défenseur patenté des homosexuels dans les quartiers difficiles. Voilà qui ne manque pas de surprendre, surtout de la part d'un militant radical, adepte d'un discours aussi viril que martial.

En ce qui concerne l'électorat, une enquête réalisée par l'IFOP et publiée par le CEVIPOF en 2012<sup>29</sup>, il ressort que 50% des homosexuels et bisexuels et 56% des seuls homosexuels sondés affirment leur proximité avec un parti de gauche, contre 37% pour les hétérosexuels. Le fait d'être à la fois stigmatisé et discriminé a pu en effet contribuer à les rapprocher des partis qui ont contribué à améliorer leurs droits, par exemple en instaurant le Pacs en 1995<sup>30</sup>. 15% seulement se disent proches d'un parti de droite (21% chez les hétérosexuels). Le plus surprenant de l'enquête étant que 10% des sondés se disent proches du Front national, soit un point de plus que le reste de la population (9%). L'enquête établie par l'IFOP et le CEVIPOF a établi qu'au niveau des intentions de vote pour le premier tour de la présidentielle, Marine Le Pen recueillait le même taux chez les homosexuels et bisexuels (19%) que chez les hétérosexuels (19,5%). S'il semble que cet électorat n'ait pas renforcé les rangs de la droite depuis 2007 (22,5% en janvier 2012 contre 24% aux présidentielles de 2007), il s'est en revanche développé au sein du FN avec 19,5% des intentions de vote pour Marine Le Pen contre 14% des suffrages qui se sont portés sur son père en 2007. Ce n'est pas l'aspect le moins surprenant de cette enquête.

Mais qu'en est-il des motivations de ces homosexuels qui choisissent de voter Front national, ou même de rejoindre le parti de Marine Le Pen pour y militer ?

### **Un « homonationalisme » à la française**

La première hypothèse consisterait à y voir une réaction faisant suite à des agressions ou des formes de stigmatisations de la part d'individus d'origine immigrée et identifiés comme étant des musulmans. Cela rejoindrait les explications de Louis Aliot et plus globalement de

<sup>29</sup> F. Kraus, « Gay, bis et lesbiennes : des minorités sexuelles ancrées à gauche », *CEVIPOF. Elections 2012. Les électorsats sociologiques*, n°8, janvier 2012.

<sup>30</sup> P. Verdrager, *L'homosexualité dans tous ses états*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond, 2007, p. 312.

l'équipe dirigeante du FN. C'est ce genre d'expérience dont a fait part Thierry, un jeune militant frontiste, lors de l'émission « Service public » sur France Inter le 1<sup>er</sup> septembre 2011. L'entretien s'est déroulé alors que lui et ses camarades distribuaient des tracts dans le quartier du Marais à Paris, lieu hautement symbolique de la présence homosexuelle à Paris.

Question du journaliste : Et vous Thierry, qu'est-ce que vous en pensez ? Vous êtes gay vous ?

Thierry : Euh... oui.

Q. : Est-ce que vous êtes à l'aise avec le fait que vos camarades soient contre le mariage gay ?

Th. : Moi je vais vous dire une chose : je ne vais pas voter pour le PS, qui promet d'une part le mariage, et qui après laisse tous les droits des communautés qui vont à l'encontre des droits de la femme, à l'encontre des droits des homosexuels. Monsieur, j'ai vécu à Argenteuil avec quatre-vingt-quinze pour cent de musulmans où euh... je peux vous assurer que je me suis caché comme un rat. Donc je préfère ne pas avoir le droit de me marier et vivre ma vie privée tranquillement !

On a là toute la problématique concernant l'homosexualité au Front national, du moins telle qu'elle est exprimée dans les discours officiels. Excédés par les harcèlements que leur feraient subir les musulmans, les homosexuels seraient nombreux à rejoindre le Front national, lequel propose que la nation se sépare de ces individus inassimilables car porteurs d'une culture traditionaliste qui s'avérerait incapable d'accepter la séparation des domaines religieux et séculiers, l'égalité homme/femme ainsi que la tolérance en matière d'orientation sexuelle. Et ce quitte à épouser la cause d'un parti qui refuse de leur accorder l'égalité des droits, qu'il s'agisse du mariage ou de l'adoption, c'est-à-dire de les considérer comme des citoyens à part entière.

Les musulmans, archétypes du sexisme et de l'homophobie, seraient ainsi devenues les figures inversées du libéralisme des valeurs morales désormais plébiscité par l'ensemble des composantes du champ politique, y compris par le FN. Au XIX<sup>ème</sup> et durant la première moitié du XX<sup>ème</sup>, les discours nationalistes, fortement teintés d'antisémitisme, de sexisme et d'homophobie, faisaient des juifs et des « déviants sexuels » des éléments lâches et pleutres et donc indignes d'être intégrés à la nation<sup>31</sup>, le patriotisme s'exprimant alors à travers une virilité teintée de références guerrières<sup>32</sup>. Les deux figures répulsives du nationalisme étaient d'ailleurs souvent conjuguées puisque nombre de caricatures antisémites présentaient les juifs comme des êtres féminisés<sup>33</sup> à qui l'on prêtait volontiers des mœurs bisexuelles<sup>34</sup> et dans le même temps, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, la volonté de ravir « la femme blanche »<sup>35</sup>. Si l'homophobie et le sexisme ont continué d'alimenter les discours nationalistes tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, les choses ont commencé à changer au début des années 2000.

Dans un essai paru en 2007, Jasbir K. Puar situe l'émergence de cette redéfinition hégémonique des frontières symboliques de la nation juste après les attentats du 11 septembre. Dans un retournement saisissant, les Etats-Unis, et plus globalement l'Occident, auraient désormais été dépeints comme un territoire à la fois féministe et dans lequel les homosexuels pouvaient vivre librement, contrairement au Moyen-Orient<sup>36</sup>. Cette redéfinition patriotique aurait

<sup>31</sup> G. L. Mosse, *L'image de l'homme. L'invention de la virilité moderne*, Paris, Ed. Abbeville, 1997, p. 69 ; G. L. Mosse, *Nationalism & Sexuality. Respectability and Abnormal Sexuality in Modern Europe*, New York, Howard Fertig, p. 136.

<sup>32</sup> G. L. Mosse, *L'image de l'homme, op. cit.*, p. 56-58.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>34</sup> P. Birnbaum, *Un mythe politique : la « République juive ». De Léon Blum à Mendès France*, Paris, Gallimard, coll. « Tell », 1995, p. 199.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 223.

<sup>36</sup> J. K. Puar, *Homonationalisme. Politiques queer après le 11 septembre*, Paris, Ed. Amsterdam, 2012, p. 13.

conduit certains homosexuels à embrasser une rhétorique raciste et même homophobe faisant des terroristes, et plus globalement des musulmans, des homosexuels plus ou moins refoulés<sup>37</sup>. En Europe, des mouvements néo-populistes (PVV de Geert Wilders aux Pays Bas, UDC d'Oscar Freysinger en Suisse), ou d'extrême droite (Front national), auraient repris cette réorientation patriotique tout acquise à la théorie du choc des civilisations en opérant un déplacement des figures répulsives de la nation de l'ethnique vers le religieux. Les musulmans sont désormais enfermés dans une nouvelle sphère symbolique de la barbarie caractérisée par l'hostilité à l'hédonisme occidental. C'est dans ce contexte que des phénomènes fortement médiatisés, tels les fameuses « tournantes », ont pu agir comme des catalyseurs de cette nouvelle forme de xénophobie.

Il reste que cette hypothèse concernant une plus grande expression homophobe de la part de personnes issues de l'immigration n'est peut-être pas dénuée de tout fondement. Dans leur enquête sur les Français d'origine maghrébine, africaine et turque, Brouard et Tiberj indiquent ainsi que 39% d'entre eux considèrent que l'homosexualité n'est pas une manière acceptable de vivre sa sexualité quand 21% seulement de l'ensemble des Français pensent la même chose, soit un écart de 18%<sup>38</sup>. L'hypothèse selon laquelle les agressions ou les insultes à l'encontre des homosexuels sont peut être de façon plus fréquente, mais naturellement non exclusive, le fait de personnes issues de l'immigration n'est donc pas à exclure, notamment dans les zones soumises à des phénomènes de relégations tant sociales qu'ethniques. On rejoint ici le même problème que pour le sexisme.

Brouard et Tiberj rappellent toutefois qu'il n'y a pas si longtemps, en 1995, au moment de la création du Pacs, 35% des français interrogées par le CEVIPOF pensaient que l'homosexualité n'était pas une manière acceptable de vivre sa sexualité, un chiffre très proche de celui des descendants de Maghrébins, d'Africains et de Turcs au moment de l'enquête<sup>39</sup>. Tout laisse par conséquent à penser que les « nouveaux Français » sont à même d'évoluer sur cette question dans un sens plus tolérant comme le reste de la population l'a fait ces dernières années. D'autant que, comme je l'ai indiqué à propos de l'égalité entre les sexes, la tolérance en matière de mœurs augmente avec l'âge, en fonction du niveau d'éducation et de l'insertion socioprofessionnelle.

Mais qu'en est-il des homosexuels frontistes croisés dans le cadre de mon enquête ? Sur les sept que j'ai rencontrés, cinq hommes et deux femmes, aucun ne m'a indiqué avoir été victime d'agression ou de propos homophobes ou d'une stigmatisation quelconque de la part de musulmans. Ce qui ne veut naturellement pas dire que de tels cas n'existent pas au Front national. Les raisons qui les ont poussés à rejoindre le FN sont finalement sensiblement les mêmes que celles des autres militants : un désenchantement politique se traduisant par un désaveu vis-à-vis des partis politiques classiques ainsi qu'une xénophobie à peine voilée à l'encontre des Français d'origine immigrée, surtout musulmans, à qui ils imputent une grande part des maux de la société actuelle.

C'est le cas notamment de Jérémy, la trentaine, fonctionnaire du ministère de la Justice et habitant le sud de la France. Jérémy raconte avoir eu une enfance « bourgeoise » avec un père chef d'entreprise et une mère au foyer, tous deux de droite et catholique, essentiellement par tradition familiale. S'il a gardé de son éducation une forte empreinte droitrière, il dit n'être plus croyant aujourd'hui. Tous les membres de sa famille sont d'ailleurs au courant de son

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>38</sup> S. Brouard, V. Tiberj, *Français comme les autres ?*, op. cit., p. 87. .

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 84.

orientation sexuelle. Il assure cela ne leur pose aucun problème, en dépit de leurs penchant conservateur.

Dans le cadre de son travail aux services judiciaires, le jeune homme dit traiter quotidiennement des dossiers de délinquance qui, « dans soixante pour cent des cas » concernent des personnes originaires du Maghreb. Le fait que des juges se fassent insulter par des accusés d'origine maghrébine sans prendre la peine de réagir, comme il affirme l'avoir souvent vu, le met hors de lui. Il refuse pour autant d'être « taxé de raciste » et en veut pour preuve d'avoir vécu en couple pendant un an et demi avec un musulman (il tient à préciser ce point) d'origine marocaine qu'il décrit comme étant « complètement intégré, lettré, intelligent ».

C'est dans cet état d'esprit qu'il décide d'assister à un meeting de Marine Le Pen organisé dans le cadre de la campagne interne pour la présidence du Front national. Il en ressort plus qu'enthousiaste : « Et alors là, ça a été le coup de foudre ! ». Conquis, le jeune homme s'encarte aussitôt. Bien qu'il établisse un lien de cause à effet entre immigration et délinquance, Jérémy estime n'avoir jamais été victime d'agression physique ou verbale de la part de personnes d'origine maghrébine en raison de son homosexualité, tout en affirmant que ce genre d'agression serait bien plus souvent le fait de Maghrébins.

« Je pense que des gays se sont fait taper la tronche dans des établissements publics et dans des quartiers difficiles, que ce soit par de bons Européens ou des Arabes, sans réelle distinction. Après, bien évidemment, et c'est d'ailleurs ce qui me pose problème, c'est qu'en ce qui concerne les Arabes présents ici, ils ont une vision de la femme qui est abominable, des homosexuels pareil. Alors ils pourraient être plus spontanément portés à aller agresser un gars qu'ils vont penser être gay qu'un gars lambda, ça c'est certain. Enfin c'est dans tous les domaines ! L'abus sur les aides sociales, sur l'Etat français, le non respect des règles, le non respect des policiers, le non respect de tout. Pour moi c'est vrai que c'est un sujet qui est extrêmement sensible »<sup>40</sup>.

Cette confrontation aux personnes d'origine immigrée dans les tribunaux fait écho chez Jérémy à l'exaspération qu'on éprouvée ses grands parents qui, lorsqu'il était enfant, ont vu le quartier où ils habitaient « envahi » par une population maghrébine qui a contribué, selon lui, à sa dégradation. Il s'en est suivi une hostilité vis-à-vis de cette population qu'ils ont d'ailleurs transmise à leur petit fils. Avec un certains sens de la psychologie, celui-ci a aujourd'hui bien conscience que cette représentation a pu avoir des effets sur ses positions actuelles concernant les descendants d'immigrés.

Nul doute que le discours de Marine Le Pen a contribué à ce niveau à faire tomber les réticences d'homosexuels qui hésitaient jusque là à franchir le pas de l'adhésion, quand bien même ils partageaient un bon nombre des idées frontistes. Marine Le Pen indique en ce sens « qu'il y avait quand même une période où les premiers sujets des mails que je recevais c'était ça : “Je suis homosexuels, est-ce que j'ai le droit de venir au Front national ? Tellement l'image était...” »<sup>41</sup>. Ainsi, la plupart des homosexuels frontistes que j'ai interviewés m'ont indiqué qu'ils n'auraient pas pu adhérer si Jean-Marie Le Pen avait continué à présider le Front national, ou si Bruno Gollnisch lui avait succédé.

### **Paroles de frontistes homosexuels**

C'est le cas de Laurent (j'ai changé son prénom), 23 ans, étudiant en Master de droit dans une ville de l'est de la France. Sa trajectoire politique m'a semblée intéressante étant donné qu'au

<sup>40</sup> Entretien réalisé le 5 mai 2011.

<sup>41</sup> Entretien réalisé le 25 octobre 2011.

moment où je l'ai interviewé, il hésitait à quitter l'UMP où il militait depuis six ans, pour rejoindre le FN. Son père, exploitant agricole, plutôt de droite, ignore son homosexualité et sa mère, aujourd'hui décédée, était au foyer. Le jeune homme se dit catholique pratiquant, très assidu à la messe. Souverainiste convaincu, sur certains points réactionnaire, il troquerait volontiers le régime actuel contre un système plus autoritaire, inspiré de celui du Second empire, qui pourrait aller jusqu'à restreindre la liberté de la presse afin de faciliter l'ordre et l'action du gouvernement. Bien que le discours social de la présidente du parti frontiste heurte ses convictions libérales en matière économique, il est en revenu plutôt enthousiaste.

Q. : Votre famille est au courant de votre orientation [sexuelle] à ce niveau là ?

AB : Une partie de ma famille oui, mais ensuite ça n'a jamais été vraiment un sujet euh... disons que je n'en parle pas parce que je n'en ai pas forcément envie, et non parce que j'ai peur, ou des bêtises comme ça (...)

Q. : Et au sein du FN, dans le cas où vous adhérez, vous n'auriez pas peur de... ?

L. : Non, je leur citerai le discours de Marine hein ! [il rit]

Q. : Et justement je pense à ça, est-ce que les discours de Marine Le Pen sur la question, c'est quelque chose qui vous fait un peu fléchir en sa faveur ?

L. : Ah par rapport à hétérosexuel / homosexuel vous voulez dire ?

Q. : Oui.

L. : Oui parce que je trouve que c'était une évolution à sa façon et c'est vraiment intéressant, donc oui ça m'a fait fléchir.

Q. : Et si ça avait été Jean Marie Le Pen ou Bruno Gollnisch, qui n'ont pas le même genre de discours, c'est quelque chose qui aurait pu vous retenir ?

L. : Oui ! D'autant plus que c'est Jean Marie Le Pen qui disait des choses comme ça en plus<sup>42</sup>.

Les discours de Marine Le Pen faisant allusion aux homosexuels persécutés dans certains quartiers ont touché ceux que j'ai interviewés. Quand bien même, encore une fois, aucun d'entre eux ne m'a raconté avoir été victime d'agressions ou d'insultes à caractère homophobe de la part de musulmans, tous y ont vu une forme de reconnaissance de la part du nouveau leader frontiste. Le Front national nouveau refuge pour les homosexuels stigmatisés ? Pas tout à fait. Certains m'ont en effet raconté avoir été confrontés à une forme de rejet venant de militants il est vrai plutôt proches de la mouvance catholique traditionaliste.

C'est le cas de Catherine, la proviseure de collège de la région lyonnaise. Agée de quarante ans, elle vit en couple avec sa compagne depuis plusieurs années. Toutes deux ont adhéré lors de la campagne interne afin de soutenir la candidature de Marine Le Pen. Bien qu'électrice du Front national depuis dix ans, Catherine précise qu'elle n'aurait jamais adhéré tant que Jean-Marie Le Pen dirigeait le FN en raison de ses « attitudes exagérées ». Avant de voter pour le Front national, elle votait pour la droite, mais sans grande conviction. Enthousiaste à l'idée de s'engager en faveur de sa championne à la fin de l'année 2010, Catherine a dû revoir ses ambitions militantes à la baisse en raison de la défiance suscitée autour d'elle dans sa fédération. Elle m'a ainsi raconté sentir une certaine hostilité à son encontre de la part des partisans de Bruno Gollnisch, majoritaires dans sa fédération, depuis qu'ils l'ont identifiée comme lesbienne.

---

<sup>42</sup> Entretien réalisé le 17 mai 2011.

« Parce que si vous voulez, nous, quand on a pris notre carte, on était extrêmement motivées, extrêmement désireuses de s'engager, de bouger quoi dans la fédération. On n'avait pas mesuré, on n'avait jamais fait de politique avant non plus et on s'est rendu compte que Marine n'est pas la présidente que beaucoup de militants auraient souhaitée dans cette fédération. Et ça moi ça me pose un problème parce qu'on nous met de côté. Et clairement on se prive de compétences et de volontés parce que la personne que l'on soutient n'est pas monsieur Gollnisch. Et donc ça, au delà du côté organisation et affinités politiques, ça fait à peu près deux mois et demi qu'on n'est pas retournées à la permanence. Aussi parce qu'on a entendu des remarques qui nous ont été obligeamment rapportées : "Ah mais vous ne savez pas ? Elle est homosexuelle !" (...) Donc nous ce qui nous désole, c'est qu'on n'a pas notre place ici alors qu'on voudrait l'avoir. Moi je voudrais prendre des responsabilités ».

Etre homosexuel et en faveur de Marine Le Pen n'est donc pas le meilleur moyen d'entamer une carrière militante dans une fédération tout acquise au dauphin déchu. Si personne ne remet ouvertement en cause la présence de Catherine et de sa compagne au sein de leur fédération, il semble bien que les deux femmes soient victime d'une discrimination à caractère homophobe, mais contre laquelle elles semblent finalement démunies. Tel est le paradoxe de leur engagement au FN, un parti qui s'empresse de mettre en exergue l'homophobie des musulmans, mais qui semble finalement atone lorsque ce type de comportement se déroule dans ses propres murs. Ces ralliements de femmes qui aiment d'autres femmes ou d'hommes qui aiment d'autres hommes sont d'autant plus étranges que le FN continue de refuser d'accorder l'égalité des droits aux homosexuels, ce qui contribue à les confiner au statut de citoyens de seconde zone.

C'est là que le Front national marque sa différence avec les conceptions d'un Pim Fortuyn, même s'il s'inspire de son héritage. Le leader populiste néerlandais, assassiné en 2002, axait l'essentiel de son discours politique contre l'islam dont il jugeait les valeurs et les normes incompatibles avec celles des sociétés occidentales modernes. Homosexuel revendiqué, il défendait les droits des femmes, mais aussi la libéralisation des mœurs telles que la légalisation de la drogue ou de la prostitution et naturellement le mariage homosexuel, légalisé dans son pays un an avant sa mort. Fortuyn fut en ce sens un des premiers leaders européens à démontrer, résultats électoraux à l'appui, à quel point l'islamophobie permettait d'engranger des dividendes politiques pour peu que l'on y associe la défense des valeurs libérales<sup>43</sup>.

Un Libéralisme que partage le Front national de Marine Le Pen, mais jusqu'à un certain point seulement. Pim Fortuyn, ou plus récemment le PVV de Geert Wilders, ou encore l'UDC suisse d'Oskar Freysinger, n'ont pas de passé d'extrême droite. Ces mouvements peuvent donc très facilement puiser dans le réservoir du libéralisme pour alimenter leur islamophobie. Le FN est quant à lui tributaire d'une idéologie dont les racines anti-égalitaristes plongent clairement dans l'extrême droite. Il est également dépendant de ses soutiens conservateurs et réactionnaires encore nombreux, notamment issus des rangs catholiques intégristes, certains comptant parmi les proches de Jean-Marie Le Pen. Il ne peut en ce sens s'avancer trop loin dans la liberté des mœurs sous peine de perdre une part non négligeable de ses soutiens, mais également de brouiller son image de parti radical anti-système dont il continue de se réclamer.

### **Un hétérosexisme**

Bien qu'il dénonce l'homophobie qui sévit dans les banlieues, le Front national demeure intransigeant sur l'avancée des droits des homosexuels. C'est ce qu'a pu exprimer Marine Le Pen, en des termes parfois radicaux. Ainsi, le 14 juin 2011, invitée sur France Inter, elle

<sup>43</sup> Hans-Georg Betz, *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate ?*, Paris, Autrement, 2004, p. 144.

réaffirme que « le mariage s'effectue entre un homme et une femme ». Et de préciser son point de vue : « Je ne pense pas qu'il soit positif de changer cette règle, parce que si on part de ce principe, on peut aller à la limite très loin dans la modification de notre civilisation. Pourquoi pas la polygamie ! Il existe des familles polygames, pourquoi est-ce que demain un certain nombre de groupes politico-religieux ne demanderaient pas que la polygamie, sous prétexte d'égalité des droits, soit inscrite dans le Code civil français ? Eh bien c'est une autre civilisation ! »

La comparaison avec la polygamie ne manque pas de questionner. Le mariage homosexuel, tout comme la polygamie, ça ne serait pas « de chez nous ». Le débat est mené sur le terrain du communautarisme et non sur celui de la morale. Un argumentaire autrement plus efficace que celui du conservatisme moral porté par son père pour qui l'homosexualité menaçait de disparition notre civilisation, voire le monde entier. Les temps ont changé. Dans une société où l'homosexualité est de mieux en mieux acceptée, les discours conservateurs visant à en pointer les dangers risqueraient de ringardiser leurs émetteurs.

Les chercheuses Nathalie Bajos et Nathalie Beltzer établissent ainsi que l'homosexualité est de mieux en mieux acceptée au sein de la société française. En 2006, c'étaient près de 61% des hommes et 73% des femmes qui pensaient que l'homosexualité représentait une forme acceptable de sexualité. Et cette tolérance s'accroît au fil du temps.

De même que les discours racistes et xénophobes ont dû se reconfigurer afin de s'adapter à une société de plus en plus acquise aux principes égalitaristes, les discours homophobes ont dû s'adapter à une société qui tend vers toujours plus de « permissivité » afin de continuer à être audibles. En ce qui concerne le FN, si l'homosexualité y est acceptée, pas question en revanche d'accorder aux homosexuels les mêmes droits que les hétérosexuels. L'argument princeps qui sous-tend cette position s'avère adroitement rattaché à des problématiques politiques et éthiques actuelles. Il porte sur le danger communautariste et se veut donc proche de considérations républicaines censées faire l'unanimité aujourd'hui en France. C'est ce qu'assène par exemple Laurent Brice, le responsable FN d'Hénin-Beaumont, pourtant très tolérant en matière d'orientation sexuelle et qui revendique même sans complexe des amis homosexuels.

Chez nous il y a de tout. Il y a des homos, il y a de tout. Sauf que... pareil, moi je n'accepterais pas un communautarisme gay, comme n'importe quel communautarisme d'ailleurs. Chez nous c'est les compétences, l'investissement que l'on peut donner. Après la sexualité je trouve c'est quelque chose de privé. Moi j'ai des amis homos, nous sommes très bons amis, mais euh... bon c'est de la sphère du privé. (...) Moi je suis au front depuis vingt-deux ans, il y en a toujours eu. Donc aujourd'hui on entend des gens qui veulent l'afficher, mais c'est de la part des plus jeunes. Parce qu'ils ont 20 ans et qu'aujourd'hui on l'affiche plus facilement. Mais moi je leurs dis tout le temps que ce n'est pas bon de euh... parce que voilà, ils ont leur liberté, ils font ce qu'ils veulent, mais ce n'est pas bon de s'afficher en premier homo. (...) Enfin, moi il y a des choses qui me choquent, comme revendiquer les mêmes droits, le mariage, ou l'adoption et cætera. Je veux dire quand on est homo, ce n'est pas pour singer le mode hétéro. Voilà<sup>44</sup>.

Accorder le mariage aux couples de même sexe reviendrait en ce sens à céder aux pressions de certains lobbies et donc à des revendications de type communautaires risquant de fragmenter le corps social. Un argument quelque peu faussé du fait qu'accorder aux couples homosexuels la possibilité de se marier ne reviendrait pas à leur accorder des droits spécifiques, ce qui est le principe des véritables politiques multiculturalistes ou communautaristes, mais au contraire les mêmes droits que les couples hétérosexuels.

<sup>44</sup> Entretien réalisé le 22 septembre 2011.



Cette position *gay friendly*, la ligne officielle du FN depuis que Marine Le Pen en a pris la tête, reste malgré tout problématique si on la replace dans une perspective égalitariste. Eric Fassin propose pour analyser ce type de discours, qui n'est pas cantonné au seul Front national, une distinction entre homophobie et hétérosexisme<sup>45</sup>. Le premier terme tient du registre individuel, psychologique, et renvoie au rejet des homosexuels et de l'homosexualité. Le second établit une hiérarchie entre les sexualités hétérosexuelle et homosexuelle au détriment de la seconde et tient davantage du registre idéologique.

### Une position inconfortable

Mais, encore une fois, qu'en pensent les intéressés, les homosexuels frontistes ? Au regard des entretiens effectués, leur position s'avère loin d'être simple, la plupart oscillant entre la reproduction de la ligne officielle du parti, rejet d'un « communautarisme gay », et l'espoir de voir malgré tout quelques avancées au niveau de la reconnaissance de leurs droits. C'est par exemple ce qu'avance Jérôme, un jeune étudiant en Histoire originaire de l'est de la France, fils d'un père cheminot et d'une mère travaillant dans une banque. Catholique pratiquant, le jeune homme a d'abord milité au sein de l'UDF puis du Nouveau centre, où il a exercé des responsabilités au niveau local, avant de rejoindre récemment le FN. Ses parents, divorcés, sont « plutôt de gauche », même s'il précise qu'il est arrivé à son père de voter à droite. Plutôt discret pour tout ce qui concerne son orientation sexuelle, rejetant tout ce qui pourrait s'apparenter à une revendication communautaire, il se dit en même temps pour l'adoption par des couples homosexuels, mais contre le mariage. Un équilibre somme toute assez précaire.

« Moi là-dessus, je ne suis pas du tout pour les gens qui montrent leurs signes religieux. Quand je vois des gens qui veulent absolument faire des revendications pour étaler leur religion dans le domaine public, alors que pour moi, tout le monde doit être égal. Je suis contre les communautaristes en fait, je n'aime pas les gens qui défendent leur euh... leur pain on va dire. Bon, si je veux être honnête avec vous, de toute façon c'est anonyme ?

Q. Oui absolument.

J. Voilà, donc si je veux être honnête avec vous, ma copine est un copain. Donc du coup toutes les revendications communautaristes du milieu homosexuel ce n'est pas ce qui me plaît non plus. Je suis pour l'adoption jusqu'à une certaine limite, mais je suis contre le mariage. Je suis pour des améliorations parce qu'il y a quand même des problèmes avec le Pacs et tout ça. Je trouve ça bien, mais ça ne va pas assez loin pour le patrimoine et les choses comme ça. Mais ça personne le sait que je suis euh... Mes amis le savent mais, dans le domaine public, professionnel et tout ça, ils n'ont pas à le savoir »<sup>46</sup>.

La contradiction n'est pas mince. Comment en effet revendiquer davantage de droits pour les homosexuels, au niveau du Pacs ou de l'adoption (mais pas le mariage) tout en prônant leur invisibilité dans l'espace public ? Et comment faire avancer ces revendications en militant dans un parti qui les juge de toute façon iniques ? La contradiction est telle que cerner les motivations qui poussent ces militants à s'engager au FN n'est finalement pas chose aisée. Cette contradiction, je l'ai retrouvée également dans les propos de Catherine qui confesse du bout des lèvres qu'elle aimerait se marier avec sa compagne, mais craint elle aussi par-dessus tout que cela soit interprété comme une revendication communautaire qui la mettrait à l'index.

« Moi je suis pacsée, je suis très bien pacsée, j'estime qu'il doit y avoir une reconnaissance du couple, y compris au niveau impôts, au niveau succession, c'est un petit peu moins évident avec le

<sup>45</sup> E. Fassin, *L'inversion de la question homosexuelle*, Paris, Editions Amsterdam, 2005, p. 64-65.

<sup>46</sup> Entretien réalisé le 16 mai 2011.

Pacs, mais je pense que le Pacs devrait aller un peu plus loin si vous voulez dans la prise en compte de l'autre personne. Maintenant le mariage euh... comment dire ? J'ai peur que souvent ce soit demandé comme revendication d'une différence. Et c'est ça qui me gêne. Voyez, ce serait, euh... moi j'aimerais me marier avec mon amie, bien sûr, mais par besoin personnel, ce ne serait pas une revendication. (...) C'est comme la *Gay pride*, je fais une toute petite parenthèse sur la *Gay pride* parce que ça me fais dresser les cheveux sur la tête. Parce que nous ce n'est pas ça, les trois quarts des couples homosexuels ce n'est pas la *Gay pride*. Ce n'est pas de la 'provoc' ce n'est pas donner à voir, ce n'est pas s'exposer, ce n'est pas provoquer »<sup>47</sup>.

En plus de craindre de passer pour une communautariste si jamais elle clamait vouloir se marier avec son amie, bien qu'elle en ait envie, Catherine indique renoncer de surcroît à lui démontrer son affection, lui tenir la main ou l'embrasser, dans la rue, ou même en présence de ses amis. Ces conduites d'effacement de soi dans l'espace public sont à ce point intériorisées par les homosexuels FN (et d'ailleurs par beaucoup d'homosexuels en général<sup>48</sup>), que le discours frontiste qui veut que leurs gestes d'affection restent cantonnés à l'espace privé ne les choque finalement pas. Il s'ensuit une justification politique de cette pudeur par le refus du communautarisme.

Si à l'UMP certains responsables peuvent espérer susciter des débats au sein de leur parti sur le mariage homosexuel<sup>49</sup>, la question ne se pose tout simplement pas au FN tant cela irait à l'encontre des fondamentaux anti-égalitaristes du parti. La marge de manœuvre des homosexuels partageant la plupart des idées du Front national, essentiellement en matière d'immigration, d'insécurité, d'autorité, mais qui souhaiteraient dans le même temps faire avancer leurs droits paraît pour le moins limitée. Il leur faut soit renoncer à s'encarter, soit s'encarter tout en renonçant à certaines revendications. Malheur à ceux qui se risqueraient malgré tout à afficher leurs convictions en la matière.

Venussia Myrtil, ancienne militante du NPA et passée au Front national il y a trois ans, en a fait l'amère expérience<sup>50</sup>. Cette jeune métisse de vingt-et-un ans, accueillie à bras ouverts par l'équipe de Marine Le Pen, propulsée dans les médias en raison de sa trajectoire politique et de son statut atypiques qui constituaient autant d'atouts allant dans le sens de la dédramatisation, a connu une ascension aussi fulgurante qu'inespérée pour une jeune militante de son âge sans véritable expérience politique et de surcroît issue d'un milieu modeste. Restée longtemps complexée en raison des moqueries racistes subies durant l'enfance (les enfants de son école la traitaient de « biscotte grillée ») et du fardeau d'une homosexualité qu'elle a eu du mal à assumer durant son adolescence (« je pensais qu'on n'était que cinq ou six comme moi dans toute la France »<sup>51</sup>), c'est avec un certain esprit de revanche qu'elle a accepté d'incarner dans les médias le symbole de ce nouveau Front national qui la portait aux nues et de se retrouver ainsi sous les feux de la rampe. Cet accueil lui a paru d'autant plus extraordinaire que ses nouveaux mentors lui ont indiqué que son orientation sexuelle, elle avait fait *son coming out* en adhérant, n'avait aucune importance.

Mais dans le contexte de la campagne interne pour la présidence du FN, elle a d'abord dû subir les attaques des partisans de Bruno Gollnisch qui ont eu tôt fait d'étaler dans les médias qui leur étaient proches, le journal *Rivarol*, le site internet e-deo, les contenus de sa page

<sup>47</sup> Entretien réalisé le 31 mai 2011.

<sup>48</sup> P. Verdrager, *L'homosexualité dans tous ses états*, op. cit., p. 216-217.

<sup>49</sup> Voir sur ce point la tribune publiée par six secrétaires nationaux de l'UMP en novembre 2011 : [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/des-responsables-ump-pour-le-mariage-homo\\_1053776.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/des-responsables-ump-pour-le-mariage-homo_1053776.html)

<sup>50</sup> Je précise qu'elle fut mon étudiante au tout début de son adhésion à l'université de Nanterre. Connaissant mes sujets de recherche, elle m'a régulièrement tenu informé de son militantisme au FN, ce qui m'a permis de suivre sa trajectoire sur une période relativement longue.

<sup>51</sup> Entretien réalisé le 6 septembre 2011.

Facebook mentionnant qu'elle défendait le mariage homosexuel, l'adoption par les couples de même sexe, l'utilisation des drogues douces. Venussia Myrtil subit alors les foudres de l'équipe de Marine Le Pen, notamment de Marie-Christine Arnautu qui la cornaque. Ils la somment de faire le ménage sur sa page Facebook et lui font comprendre qu'elle est désormais tenue à l'œil. Et ce d'autant plus que la jeune femme est investie candidate aux cantonales dans les Yvelines (elle dépassera les 30%). Bien qu'elle ait aujourd'hui quitté le FN, Venussia s'en indigne rétrospectivement non sans quelque naïveté, comme si elle ne réalisait toujours pas la véritable nature idéologique du parti dans lequel elle s'est investie corps et âme.

### **Les gays de Marine Le Pen**

Plusieurs homosexuels frontistes que j'ai rencontrés au cours de cette enquête ne revendiquent toutefois ni le mariage, ni l'adoption. JérémY considère ainsi qu'aujourd'hui les droits des homosexuels sont suffisamment consistants en France avec le Pacs et la condamnation des propos homophobes pour qu'il y ait lieu d'en demander davantage. Le mariage ne l'intéresse pas et il estime que les gays peuvent désormais recourir à des mères porteuses... dans les pays où cela est autorisé comme les Pays-Bas ! Surtout, à l'instar de ses camarades homosexuels frontistes, il craint, encore et toujours, que toute revendication sur ces thèmes soit interprétée comme une forme de communautarisme. Il est d'ailleurs intéressant que dès qu'il aborde la question, JérémY compare les communautés musulmanes et homosexuelles en estimant que seule la première aurait des revendications de type communautaire qu'il juge inadmissibles. Comme si le fait de s'en démarquer lui donnait le sentiment d'être de son côté davantage intégré.

« Faisant moi-même partie d'une communauté [homosexuelle], je n'arrive pas à comprendre le communautarisme ! Ca me dépasse. Je ne m'y reconnais pas du tout. (...) Je suis une minorité donc je pourrais être discriminé. Mais non ! Si au travail j'ai une réprimande, ce n'est pas parce que je suis gay, c'est parce que je suis nul, c'est différent ! Sauf à tomber sur quelqu'un d'ouvertement homophobe, enfin on s'en rend compte quand même. Et c'est vrai que tout ce positionnement de communauté revendicative mettant systématiquement en avant une différence, je n'arrive pas à comprendre parce que je ne suis pas comme ça. J'évolue dans une communauté qui est la communauté nationale, où on a, fort heureusement d'ailleurs, des différences, mais on doit avoir pour moi un berceau commun »<sup>52</sup>.

L'équation-posée par JérémY est pour le moins étrange : dénoncer une discrimination dont on aurait été victime pour des raisons tenant à ses origines, sa religion ou son orientation sexuelle équivaudrait à une forme de revendication communautariste et non à réclamer l'égalité des droits<sup>53</sup>. La comparaison avec la communauté musulmane est en ce sens instructive, puisque JérémY sous-entend que ce seraient essentiellement les musulmans qui se plaindraient d'être discriminés et donc s'inscriraient dans des revendications communautaristes, et non les homosexuels. Comme si le fait de dénoncer le communautarisme des uns permettait de défendre l'intégration des autres ! Il semble en somme que JérémY ait de fait pris le parti de nier les discriminations dont sont victimes les homosexuels afin d'échapper à toute accusation de dérive communautariste.

En dépit de cette obsession anti-communautaire et de l'injonction à demeurer invisibles, plusieurs des homosexuels que j'ai rencontrés au FN m'ont paru soulagés d'avoir pu identifier d'autres homosexuels au sein du parti frontistes. Jérôme, par exemple, m'a confié s'être réjoui

<sup>52</sup> Entretien réalisé le 5 mai 2011.

<sup>53</sup> On sait pourtant que toutes les enquêtes menées par la Halde dans les années 2 000 attestent l'existence de telles discriminations en France.

d'avoir constaté que plusieurs personnes étaient « très, très prononcées homosexuelles » lors de la dernière fête de Jeanne d'Arc en mai 2011, sans que cela ne choque visiblement personne. Un constat partagé par Jérémy qui, avait l'humour un peu provocateur qui le caractérise, m'a lancé au sujet de cette célébration de Jeanne d'Arc où il dit avoir également repéré plusieurs personnes homosexuelles : « C'était le défilé des enfilés ! »

Jérémy et Romuald<sup>54</sup> m'ont également raconté qu'au congrès de Tours en janvier 2011, qui a vu l'élection de Marine Le Pen à la tête du Front national, ils ont fait la connaissance de Catherine et de sa compagne. Les deux binômes se sont aussitôt identifiés comme homosexuels. Et tout sans doute rassurés, ils ont passé la soirée et le reste du congrès ensemble. Lors de l'université d'été de Nice en septembre 2011 où ils sont venus avec un troisième ami, Mickaël, jeune lycéen de dix-sept ans également homosexuel, Jérémy et Romuald m'ont raconté s'être retrouvés lors du dîner de gala à une table majoritairement composée d'homosexuels. Une anecdote qui les a beaucoup fait rire. Et peut-être aussi quelque peu rassurés.

En parvenant à attirer des populations auxquelles il se montrait traditionnellement hostile, le Front national « coupe l'herbe sous le pied » à ceux qui persisteraient à le considérer comme un parti hostile envers toutes sortes de minorités, ethniques, religieuses ou sexuelles.

Cela nous dit au moins deux choses. Tout d'abord que le Front national est parvenu à adapter son discours aux évolutions sociales et politiques de son temps. Cela lui a permis de continuer à séduire et attirer les nouvelles générations qui n'auraient jamais pu se retrouver dans les thématiques du passé telles que la défense de l'empire colonial, l'intégrisme catholique, le racisme biologique et, pour les thématiques qui nous concerne ici, la domination masculine et le conservatisme moral. Tant et si bien que le FN réussit le tour de force de susciter l'engouement auprès de certains homosexuels qu'il considère malgré tout lui-même comme des citoyens de seconde zone en refusant de leur accorder l'égalité des droits. On aura beau considérer ces ralliements comme marginaux, ils n'en sont pas moins le symbole d'une certaine légitimité démocratique, dans sa forme sexuelle, que le parti frontiste ne manque pas de mettre en avant lorsque cela l'arrange. Il parvient ce faisant à reconfigurer les valeurs anti-égalitaristes, qui constituent son fonds de commerce depuis ses débuts, en les habillant d'un langage républicain.

---

<sup>54</sup> Romuald est un entrepreneur de trente-quatre ans du sud de la France. Il a monté un restaurant, mais se dit sur le point de lancer une nouvelle affaire. Ses parents, d'origine italienne, étaient « plutôt centristes ». Son père a dirigé une petite entreprise d'entretien de chaudières à Mazout avant de devenir restaurateur. Sa mère est employée à la Poste. Il est titulaire d'un BTS. Au niveau intime, il semble avoir une identité davantage bisexuelle qu'homosexuelle. « Je suis gay depuis peu de temps, ça fait à peine deux ans, j'ai trente-quatre ans. Ah oui ! Mais j'ai toujours eu des filles avant. Et puis il s'est passé un truc un jour et puis voilà. Mais je ne sais pas si ça durera tout ma vie. Mais bon, pour l'instant c'est comme ça » (entretien réalisé le 11 septembre 2011). Tout comme Jérémy, il se dit opposé à l'adoption et au mariage homosexuel. En ce qui le concerne, on peut faire l'hypothèse que son identité davantage bisexuelle qu'homosexuelle contribue peut-être à le rendre peu sensible à ce type de revendication étant donné qu'il n'exclu pas de retourner avec des femmes.